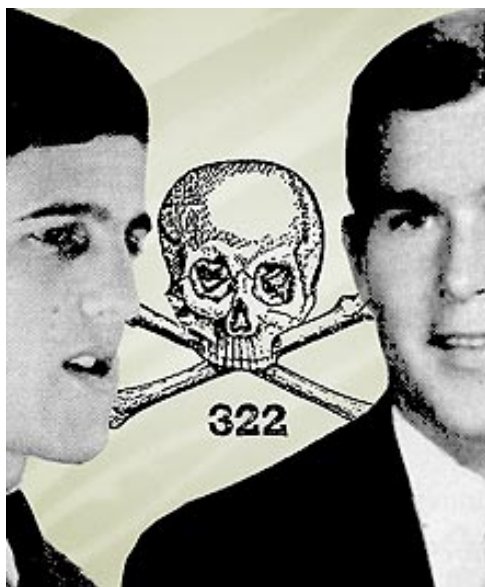


CAUCHEMAR AMÉRICAIN

Skull and Bones, l'élite de l'Empire



Au sein de la très élitiste et puritaine université de Yale sont co-optés chaque année quinze fils de très bonne famille. Ils forment une société secrète aux rituels morbides : les Skull and Bones (Crâne et os). Tout au long de leur vie, ils se soutiennent et s'entraident face aux vellétés démocratiques d'une plèbe qu'ils abhorrent. Le prochain président des États-Unis sera l'un de ses huit cents initiés : George W. Bush et John Kerry en sont membres depuis trente-six ans.

page 2

Remise des prix

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Bien que leur président ne soit même pas élu, mais nommé, les États-Unis s'imaginent en modèle et entendent sélectionner les présidents des démocraties. Au petit jeu des bons et des mauvais points, Curt Weldon dénonce Jacques Chirac accusé d'ingratitude, Laura Silber se réjouit de l'élection du pro-européen Boris Tadic en Serbie et José Cutileiro se félicite de la désignation d'un atlantiste, José Manuel Barroso, à la tête de la Commission européenne.

page 10

REPÈRE : 26 JUIN 1856

Ernest Renan, apologue du racisme

Dans une lettre du 26 juin 1856, Ernest Renan, un des principaux penseurs d'alors, répond à Arthur de Gobineau, auteur de *l'Essai sur l'inégalité des races humaines* (1853) : « Vous avez fait là un livre des plus remarquables, plein de vigueur et d'originalité d'esprit, seulement bien peu fait pour être compris en France ou plutôt fait pour y être mal compris. L'esprit français se prête peu aux considérations ethnographiques : la France croit très peu à la race, (...) Sans doute si les éléments nobles mêlés au sang d'un peuple arrivaient à s'effacer complètement, alors ce serait une avilissante égalité, analogue à celle de certains États de l'Orient et, à quelques égards de la Chine. Mais c'est qu'en réalité une très petite quantité de sang noble mise dans la circulation d'un peuple suffit pour l'ennoblir, au moins quant aux effets historiques ; c'est ainsi que la France, nation si complètement tombée en roture, joue en réalité dans le monde le rôle d'un gentilhomme. En mettant à part les races tout à fait inférieures dont l'immixtion aux grandes races ne ferait qu'empoisonner l'espèce humaine, je conçois pour l'avenir une humanité homogène. » ■



L'EXTRACTION D'HYDROCARBURES DANS LE PARC NATIONAL D'ALASKA VA DÉMARRER

Comme le préconise le rapport du groupe de travail de Dick Cheney sur la politique énergétique des États-unis, l'administration Bush a engagé les démarches pour lever les obstacles à l'extraction du pétrole et du gaz dans l'Arctic National Wildlife Refuge (ANWR). Cette exploitation, si elle devait avoir lieu, aurait de sérieuses conséquences sur l'environnement et ne parviendrait qu'à freiner légèrement l'augmentation rapide de la dépendance du pays vis-à-vis des importations d'hydrocarbures. L'ancien ministre de l'environnement de Bill Clinton, Bruce Babbitt, dénonce le sort fait aux indigènes Inupiat qui dépendent de ce milieu naturel pour leur subsistance. Mais à l'instar de John Kerry, qui s'oppose à ces projets d'exploitation, il défend par ailleurs le principe de la « *domination énergétique globale* » des États-Unis.

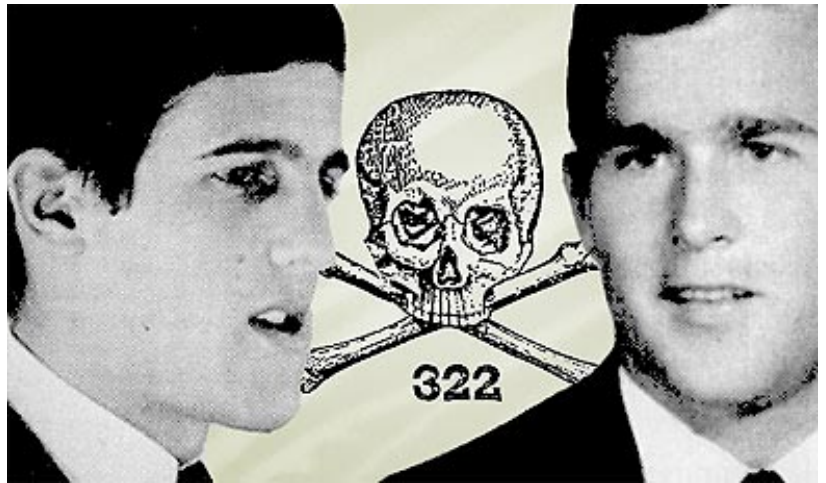
Simultanément, pour remédier aux problèmes d'approvisionnement de l'empire d'asphalte, Washington sacrifie les « *indigènes* » du Moyen-Orient, sans même cette fois un regret des Démocrates.

(Photo : oléoducs dans la baie de Prudhoe en Alaska / Source : alaskawild.org) ■

Cauchemar américain

Skull and Bones, l'élite de l'Empire

Au sein de la très élitiste et puritaine université de Yale sont co-optés chaque année quinze fils de très bonne famille. Ils forment une société secrète aux rituels morbides : les Skull and Bones (Crâne et os). Tout au long de leur vie, ils se soutiennent et s'entraident face aux vellétés démocratiques d'une plèbe qu'ils abhorrent. Le prochain président des États-Unis sera l'un de ses huit cents initiés : George W. Bush et John Kerry en sont membres depuis trente-six ans.



L'association des Skull & Bones nourrit une importante littérature conspirationniste, qui rend responsable ses membres du scandale du Watergate, de l'invasion de la Baie des Cochons ou encore de l'assassinat de John F. Kennedy. Par ses connexions avec le milieu des affaires, notamment le secteur bancaire, ces anciens potaches de l'université de Yale contrôlèrent la finance mondiale, voire l'avenir de la planète. Les Skull & Bones auraient d'ailleurs noyauté le Council on Foreign Relations, la Commission Trilatérale, la CIA, etc.

Il n'est pas question de discuter dans *Voltaire*, une publication laïque, de l'ésotérisme pratiqué au sein de cette organisation au cours des rites d'initiation, ou des cérémonies annuelles, mais d'analyser sa fonction sociale et son éventuel rôle politique. Les Skull & Bones illustrent surtout comment, aux

États-Unis, s'est perfectionné un système de reproduction des élites par le biais d'une sélection qui, contrairement au mythe du *self-made man*, ne doit rien au hasard ou aux qualités individuelles. En effet, comme le souligne Anthony Sutton, les membres les plus actifs de l'organisation viennent d'un « *noyau d'environ 20 à 30 familles* », attachées à la défense de leur héritage et de leur lignée. Il existe ainsi de nombreux mariages entre des représentants des familles membres des Skull & Bones, bien que seuls les étudiants mâles aient pu, jusqu'à une date récente, adhérer à l'organisation.

Yale, une université puritaine et élitiste

Les Skull & Bones sont nés sur le campus de l'université de Yale. Un choix qui, selon la remarquable enquête de la journaliste de l' *Atlantic Monthly*, Alexandra Robbins, ne doit rien au hasard [1].

Au début du XVIIIe siècle, l'ensemble des universités états-uniennes, qu'il s'agisse d'Harvard, Dartmouth, Williams, Bowdoin, Middlebury ou encore Amherst, ont été fondées par des Congrégationnalistes. Mais ils subissent alors la concurrence des Presbytériens, ce qui incite le président d'Harvard, Increase Mather, à agir. En 1701, il quitte son poste et crée une nouvelle université, « *afin que l'Intérêt de la Religion soit préservé, et que la Vérité soit transmise aux générations futures* ». Avec l'aide de dix pasteurs, dont neuf viennent d'Harvard, il parvient ainsi à fonder le Collegiate School of Connecticut. En 1711, Isaac Newton, Richard Steel et Elihu Yale sont approchés pour transmettre des livres de leur collection personnelle à la jeune institution. Les contacts avec Yale, devenu extrêmement riche grâce à ses activités au sein de la Compagnie des Indes orientales et en tant que gouverneur de la colonie de Madras, sont particulièrement fructueux. Non content de fournir des livres, il finance également largement l'université, qui lui rend hommage en prenant son nom, à partir de 1720, Yale University.

Les liens avec le congrégationnalisme garantissent le puritanisme de l'enseignement et du mode de fonctionnement de Yale. Les étudiants et professeurs doivent prononcer une profession de foi à leur entrée dans l'établissement, et peuvent être renvoyés si leur sincérité est sérieusement mise en doute. À ce puritanisme s'ajoute un élitisme forcé : les étudiants sont classés, dès leur arrivée à Yale, non pas en fonction de leurs capacités, mais de la position sociale de leurs parents. En tête de classe, les fils ou petit-fils de gouverneurs, de vice-gouverneurs. Puis viennent les membres des familles de juges de la Cour suprême. Un plus bas dans le classement, on trouve les fils de pasteurs et d'anciens élèves. En queue de peloton, les fils de fermiers, de marchands et d'artisans. Ce classement décide de la place attribuée à chaque élève dans les salles de classe, à la chapelle et à la cantine. Le plus étonnant, note Alexandra Robbins, n'est pas que ce classement d'entrée dépende du statut social de la famille de l'élève, chose courante dans beaucoup d'universités au XVIIIe siècle, mais plutôt qu'il n'évolue pas avec la scolarité. Ainsi Yale devient l'exemple idéal-typique d'une institution reproduisant les élites et leur hiérarchie interne. Le déclassement est en général occasionné par un manquement disciplinaire, et sanctionne le fait que l'élève a ainsi entaché l'honneur de sa famille.

Il faut ajouter à ce mode de fonctionnement peu banal la licence explicitement donnée aux élèves plus âgés de bizuter, voire de brimer et d'humilier les étudiants des classes inférieures. Le règlement prévoit une série de mesures visant à assurer le respect de la hiérarchie la plus arbitraire, fondée uniquement sur l'âge. Lyman Bagg a raconté dans un ouvrage, *Quatre ans à Yale*, paru anonymement en 1871, comment il analysait les mécanismes mis en place par l'institution. Ces pratiques autorisées reflètent selon lui le « *pouvoir énorme des "coutumes" de l'école dans la création d'une folie temporaire qui fait des hommes faibles des êtres cruels et des hommes bons des êtres sans pitié* ».

Cette propension à l'élitisme, à la hiérarchie brutale et au puritanisme incite les élèves, à la fin du XVIIIe siècle, à monter plusieurs sociétés parallèles à l'université. Il s'agit au départ d'associations littéraires, telles que Linonia et Brothers in Unity. L'ensemble des élèves est appelé à adhérer à l'une ou l'autre des organisations. Ce qui n'est pas assez élitiste pour ceux qui souhaitent une stricte reproduction de la nouvelle « *aristocratie* » états-unienne. En 1780 la branche Alpha de l'organisation Phi Beta Kappa est fondée à Yale. Plusieurs autres sociétés fleurissent à l'époque : la Beethoven Society, l'Hexahedron Club... Petit à petit, les salons littéraires perdent de leur importance, remplacés par des sociétés secrètes, plus élitistes et plus fermées. Au milieu du XIXe siècle, on en dénombre trois principales : les Skull and Bones (Crâne et os), les Scroll and Key (Parchemin et clé) et Wolf's Head (Tête de loup).

Parallèlement, le corps enseignant de Yale décide de suivre le mouvement. Six ans après la création de Skull & Bones, six membres de l'élite enseignante de l'université se réunissent au sein du « Club », bientôt appelé le « Old Man's Club ». Parmi ses six membres fondateurs, on trouve les professeurs Josiah Willard Gibbs et Theodore Dwight Woolsey. Bientôt, l'organisation comptera dans ses rangs William Howard Taft, le futur *chief justice* du Connecticut Simeon E. Baldwin, l'universitaire Thomas Bergin, le neurochirurgien Harvey Cushing, et le fondateur des Skull & Bones, William H. Russell. Seuls Thomas Bergin et Harvey Cushing ne deviendront pas, par ailleurs membre des Skull & Bones.

La guerre de l'opium

L'université de Yale était un terreau particulièrement fertile pour qu'y prospère une société secrète aussi élitiste et influente que les Skull & Bones. Mais le succès de cette organisation secrète doit aussi beaucoup à la personnalité de son fondateur, William H. Russell. Celui-ci appartient à la grande famille Russell, dont l'un des membres, le révérend Noadah Russell, membre éminent de l'Église congrétionnaliste, a participé à la création de Yale. La famille Russell s'est également impliquée dans la grande guerre de l'opium qui oppose le Royaume-Uni à la Chine dans la première moitié du XIXe siècle.

À la fin du XVIIIe siècle, l'opium cultivé au Bengale avec la bénédiction de l'Angleterre est soumis à un monopole d'exploitation confié à la Compagnie des Indes orientales, une société qui dépend directement de la Couronne et à laquelle Elihu Yale a participé par le passé. La guerre de l'opium, qui commence vers 1815, vise à introduire de force cette drogue sur l'énorme marché chinois. De 320 tonnes annuelles en 1792, la contrebande d'opium atteint 480 tonnes en

1817, puis 3200 tonnes en 1837. La Chine demande alors à la reine Victoria de faire cesser le trafic. La souveraine fait savoir que les revenus ainsi engrangés par le Royaume-Uni sont trop importants pour qu'elle décide d'y renoncer. La tension monte entre Pékin et Londres : en février 1839, un trafiquant chinois est exécuté devant les représentations cantonaises des commerçants britanniques. En juin 1839, la Couronne accepte de détruire d'importantes cargaisons d'opium. De nombreux Anglais quittent alors Canton et Macao pour relancer le trafic d'un peu plus loin, sous la protection officielle de la marine britannique. Dans ces conditions, l'incident est inévitable : le 4 septembre, c'est la première bataille navale de la guerre de l'opium, qui aboutit à la destruction de nombreux navires chinois. Ces affrontements révèlent « *la faiblesse des jonques de guerre chinoise et la sanglante détermination des protestants anglais pour que soient victorieux les principes du libéralisme fondé sur le trafic de l'opium* » [2].

Samuel Russell, cousin de William Russell, est un important protagoniste de la guerre de l'opium. De nationalité états-unienne, il est le fondateur de la Russell & Company en 1813, qui va concurrencer, dans les années 1820, la domination britannique sur le trafic de drogue en direction de la Chine. L'un des membres éminents de la société était Warren Delano, Jr, le grand-père de Franklin Delano Roosevelt.

Du club Eulogie aux Skull and Bones

C'est dans ce contexte que William Russell crée les Skull & Bones, en 1832. Il est difficile d'établir avec précision dans quelles circonstances. Il s'agirait, au départ, d'une réaction à l'exclusion d'un membre des Phi Beta Kappa, Eleazar Kingsbury Forster. Indigné par le procédé, et souhaitant redonner sa vitalité à Yale, William Russell aurait condamné Phi Beta Kapa, pris Forster sous son aile et fondé, avec treize autres étudiants de Yale (dont Alfonso Taft [3]), une société encore plus secrète et encore plus forte, originellement intitulée le Club Eulogie, du nom de la déesse grecque de l'éloquence. Sous l'influence d'un récent voyage en Allemagne, Russell importe bon nombre de références germaniques dans le rituel. En 1833, les jeunes membres adoptent la tête de mort et les ossements comme emblème. À la même époque, le chiffre 322 devient le « chiffre clé » de l'organisation. C'est en effet en 322 avant JC qu'est mort l'orateur grec Démosthène. Selon la « *tradition Skull and Bones* », la déesse Eulogie aurait alors rejoint le paradis, avant de redescendre en 1832 et de rejoindre la société secrète.

En 1856, les Skull and Bones sont officiellement incorporés au sein du Russell Trust, propriété de William H. Russell, grâce à Daniel Coit Gilman (Bones 1852), président fondateur de l'Université John Hopkins. Le 13 mars de la même année, l'organisation déménage son quartier général au sein d'un bâtiment impressionnant sur le campus de Yale, pompeusement baptisé « *la Tombe* ». L'endroit est rapidement submergé de reliques guerrières et morbides : on y trouve, d'après les témoignages de membres recueillis par Alexandra Robbins, une accumulation de drapeaux, de tentures noires, d'armes recueillies sur les champs de bataille. Pour ne pas oublier qu'il s'agit d'une confrérie d'étudiants, une série de balles de baseball provenant des rencontres mythiques remportées par Yale est exposée dans une pièce. Le logo de la tête de mort est apposée quasiment sur tous les endroits vierges, tandis que des

ossements de carcasses animales sont accrochées à divers murs. Quelques squelettes et ossements humains sont également exposés. La plupart des tableaux présents dans l'enceinte représentent la Mort rencontrant tel ou tel personnage célèbre. Une atmosphère proche de l'univers de la famille Adams selon Marina Moscovici, conservateur d'art du Connecticut qui a travaillé à la restauration d'une quinzaine de tableaux en 1999.

Une polémique a éclaté au début des années 1980 autour du crâne de Geronimo, que les Skull & Bones prétendaient détenir. Ils le montrèrent même à un chef de tribu apache d'Arizona, Ned Anderson. Alors qu'on leur en demandait la restitution, les membres de l'organisation présentèrent un crâne différent de celui montré précédemment, et dont l'analyse révéla qu'il s'agissait de celui d'un enfant de dix ans, et non de celui du chef indien. L'authenticité de la relique, qui a depuis regagné « *la Tombe* », reste donc discutable.



Quartier général des Skull & Bones, situé sur le campus de l'université de Yale et baptisé « *la Tombe* ».

Le fonctionnement de l'organisation est aujourd'hui mieux connu. Quinze membres sont recrutés chaque année, ce qui permet d'estimer à environ 800 le nombre de membres vivants de l'organisation à n'importe quelle date donnée. Encadrés par des membres plus anciens, les quinze nouveaux impétrants se réunissent deux fois par semaine pendant un an, pour discuter à la fois de leur vie, de leurs études ou de leurs projets professionnels. Des débats sur des questions politiques et sociales ont également lieu. Une fois par an, la société organise une retraite à Deer Iland, une vaste île située dans le fleuve Saint-Laurent, près de New York, où a été construit un club cossu à l'anglaise. Il s'agit bien de Deer Iland et non de Deer Island, conformément à la volonté de George D. Miller, membre des Skull & Bones et généreux donateur de la résidence [4].

Le rituel d'initiation a fait l'objet des interprétations les plus folles de la part des détracteurs de l'organisation. Pourtant, comme le rituel maçonnique, c'est essentiellement le secret qui l'entoure qui en est l'élément le plus déterminant. Et s'il est possible que les cérémonies se déroulant au sein de « *la Tombe* » aient eu, un temps, des connotations paganistes, voire satanistes, il faut également rappeler que le bizutage des nouveaux élèves de Yale était, par le passé, particulièrement cruel. Cependant, il est improbable qu'on demande aujourd'hui aux étudiants sélectionnés pour entrer dans l'organisation de se prêter à des jeux sexuels morbides devant l'ensemble des autres initiés.

Le réseau

Le plus fascinant n'est pas ce qui se passe au sein de l'organisation, mais plutôt la cohérence de sa liste de membres, qui révèle le talent des membres de Skull and Bones pour constituer les élites de demain. Ainsi, tout président des États-Unis passé par Yale a été membre des Skull & Bones : il s'agit de William Howard Taft, de George H.W. Bush et de George W. Bush. De même on ne compte plus les personnalités membres de l'organisation qui ont occupé, par la suite, d'importantes fonctions dans le monde politique, diplomatique, médiatique, ou même du renseignement.

L'organisation dispose d'importantes connexions dans le milieu diplomatique, et notamment au sein du **Council on Foreign Relations**. Ainsi, Henry Stimson, secrétaire à la Guerre de Franklin Delano Roosevelt, l'ambassadeur des États-Unis en Union soviétique, Averell Harriman, ou J. Richardson Dilworth, gestionnaire des intérêts de la famille Rockefeller, étaient membres des Skull and Bones [5].

Des membres de Skull & Bones ont également joué un certain rôle dans l'univers des médias. Henry Luce et Briton Haden, tous deux membres de l'organisation depuis 1920, auraient notamment eu l'idée de créer le journal *Time* lors d'une réunion à « *la Tombe* ». Averell Harriman, de son côté, a fondé le journal *Today* qui fusionna en 1937 avec une autre revue pour devenir *Newsweek*.

Les connexions au sein de la CIA sont particulièrement impressionnantes : William F. Buckley, membre ultra-conservateur de l'Agence et propagandiste réputé, a été membre de l'association, tout comme son frère, James Buckley, sous-secrétaire d'État à la Sécurité, aux sciences et aux technologies, dans le gouvernement de Ronald Reagan, un poste où il supervisait l'octroi de l'aide militaire états-unienne à destination des régimes de droite. Hugh Cunningham (Bones 1934) a lui aussi accompli une longue carrière dans les services états-uniens, de 1947 à 1973. C'est également le cas de William Bundy, Bonesman de la promotion 1939, et de Dino Pionzio (Bones 1950), chef de station de la CIA à Santiago en 1970, où il s'employa à déstabiliser le régime de Salvador Allende.

Le fait que l'organisation serve de moyen de reproduction à l'élite économique et politique du pays lui a assuré une bienveillance inhabituelle des autorités. Ainsi, en 1943, un acte législatif spécial adopté par l'État du Connecticut a exempté les associés du Russell Trust Association, qui gère, entre autres, les avoirs de la société secrète, de remplir un rapport d'activité comme n'importe quelle autre société. Dans la deuxième moitié du XXe siècle, ses avoirs ont été gérés par John B. Madden Jr, membre de Brown Brothers Harriman, une société née de la fusion, en 1933, de Brown Bros & Company et de W.A. Harriman & Company. Madden travaillait alors sous les ordres de Prescott Bush, père du futur président George H.W. Bush et grand-père de l'actuel président des États-Unis. Tous ces personnages sont naturellement membres des Skull & Bones.

Autre source de fonds : les Rockefeller. Percy Rockefeller fut membre de l'Ordre, et lia l'organisation aux propriétés de la Standard Oil. Autre grande

famille rattachée aux Skull & Bones : les Morgan. J.P. Morgan ne fut certes jamais membre, mais Harold Stanley, membre de l'équipe dirigeante du Morgan's Guaranty Trust, appartient à l'organisation depuis 1908. W. Averell Harriman, de la promotion 1913, a également été membre du conseil d'administration, tout comme H.P. Whitney et son père, W.C. Whitney. C'est également de manière indirecte que l'organisation a pu profiter des fonds de la famille Ford, apparemment contre l'avis de celle-ci. McGeorge Bundy, membre des Skull & Bones, fut en effet président de la Fondation Ford de 1966 à 1979, après avoir servi de conseiller pour la sécurité nationale sous John F. Kennedy et Lyndon Johnson.

Présidentielle 2004 : le face-à-face Skull and Bones



Les Skull & Bones n'ont pas véritablement de discours idéologique. Encore qu'il ne soit pas anodin de révéler un financier de la guerre de l'opium et d'utiliser comme objet rituel le crâne présumé du dernier chef d'un peuple que l'on vient d'exterminer. Contrairement à ce que la littérature conspirationniste a pu évoquer, il ne s'agit pas d'un club de néo-nazis, d'ultra-conservateurs, ni même de faucons. Néanmoins, en tant que représentant de l'élite future (ce qui nécessite déjà d'appartenir à la classe sociale disposant des capitaux socio-culturels suffisants pour réussir dans les différents champs de pouvoir), les membres des Skull & Bones partagent une même vision du monde et des rapports sociaux. Tous sont des capitalistes partisans d'un pseudo-libéralisme et attachés aux valeurs de Liberté prétendument incarnées par les États-Unis. Bien que récemment gagnées par les sirènes du « *politiquement correct* », en admettant progressivement des représentants des minorités ethniques et sexuelles, puis des femmes en 1991 - à la consternation, entre autres, de l'ancien président George H.W. Bush - les élites réunies au sein des Skull & Bones n'en demeurent pas moins l'incarnation quasi-parfaite de la pensée unique de la classe dirigeante états-unienne.

Le fait que les deux candidats à la présidence des États-Unis, George W. Bush et John Kerry, soient membres de l'organisation, ne peut être interprété comme la manifestation d'une élection arrangée à l'avance entre deux personnalités de connivence. En revanche, on peut légitimement s'inquiéter de la manière dont s'établit la sélection au sein du champ politique états-unien. Car si les deux hommes peuvent s'affronter durement, il est indubitable qu'ils appartiennent l'un et l'autre à un milieu social étroit et homogène et que, à ce titre, ils défendent, malgré leurs divergences, des intérêts proches. D'une certaine manière, pour paraphraser un politicien français, l'élection présidentielle de 2004 ce sera « *Skull and Bones ou Bones and Skull* ». C'est d'ailleurs pour cette raison que l'Ordre focalise sur lui autant d'attention : il incarne la quintessence du milieu social le plus favorisé des États-Unis, et dont les vues sont loin de représenter l'idéal démocratique auquel aspire le reste de la population. Individuellement, de nombreux membres de l'organisation ont trempé dans la plupart des « *coups tordus* » des États-Unis des cinquante dernières années, de l'invasion de la Baie des Cochons à l'élaboration de la doctrine nucléaire, en passant par le renversement de Salvador Allende. Et ils n'ont pu le faire qu'en

dehors des institutions démocratiques, dans le secret de leur connivence et sur la base d'une fraternité ancienne. Pourtant, aucune décision de ce type n'a jamais été prise au sein de l'association des Skull & Bones elle-même. Ce n'est pas une structure hiérarchisée, apte à prendre de telles décisions et à les faire appliquer. Quoi qu'il en soit, l'Ordre secret reste la façade la plus immédiatement visible de l'« *ennemi de classe* » que représente l'« *aristocratie impériale* » des États-Unis.

Une version française du livre-enquête d'Alexandra Robbins sera publiée en octobre 2004 par les éditions Timeli.

[1] *Secrets of the Tomb* par Alexandra Robbins, Little, Brown and Company, 2002.

[2] *Le blanchiment du crime en permet la répétition - L'arme éthique dans les nouvelles guerres occidentales*, de Michel Tibon, Mémoire non publié, 1999.

[3] Alphonso Taft, futur secrétaire à la Guerre en 1876, puis Attorney general et ambassadeur états-unien en Russie, est le père de William Howard Taft, le seul homme politique états-unien à avoir été président du pays puis président de la Cour suprême.

[4] Jeu de mots difficilement traduisible : *Deer Island* est l'« île du cerf », *Dear I land* signifie « la terre de cher moi-même ».

[5] Anthony C. Sutton, *America's Secret Establishment : An Introduction to the Order of Skull & Bones*, Liberty House Press, 1986.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Remise des prix

Analyse

Les États-Unis sont un bien étrange pays. Ils pensent être une démocratie alors que leur président n'est même pas élu, mais nommé, et en tirent la conclusion qu'il doivent sélectionner eux-mêmes les présidents des autres.

À ce petit jeu, le représentant Curt Weldon, qui ambitionne toujours la présidence de la Commission des Forces armées, distribue un mauvais point à Jacques Chirac dans le *Washington Times*. La France qui doit tout aux États-Unis et qui fut grande, se complairait à saboter l'OTAN pour se rendre intéressante. Chirac-l'ingrat ne serait préoccupé que des avantages économiques qu'il peut retirer du sacrifice désintéressé des GI's. Le lecteur observera que le point de vue de M. Weldon serait bien légitime s'il ne se fondait sur une série d'imputations qui relèvent de propagande et non de la réalité. Ainsi, il est persuadé que les États-Unis ont mis fin à la dictature talibane et apporté la démocratie en Afghanistan, alors que ce sont eux qui ont installé cette dictature et qu'ils y ont substitué un gouvernement élu par 2% de la population. Il est également persuadé que les États-Unis sont intervenus au Kosovo à la demande des Européens menacés d'invasion par Milosevic, alors que la petite Yougoslavie ne risquait pas de faire peur à qui que ce soit et que Washington cherchait désespérément une raison d'intervenir là-bas.

Laura Silber se réjouit dans l'*International Herald Tribune* de la victoire de Boris Tadic à l'élection présidentielle serbe. Elle lui attribue un bon point parce qu'il s'est engagé à faire entrer son pays dans l'Union européenne, tandis que son adversaire nationaliste se proposait de conduire une politique isolationniste à la biélorusse. Cependant l'enthousiasme de Mme Silber doit être tempéré : les Serbes ne se reconnaissent pas dans leurs institutions prétendument démocratiques au point qu'ils ont boycotté les urnes une fois de plus. Les trois scrutins précédents avaient été annulés, faute d'avoir recueilli le quorum de 50%, et celui-ci n'a pu être validé que parce que la règle du quorum a été abrogée. Dans de telles conditions, on peut se réjouir du programme du nouveau président, certainement pas d'un consensus populaire qui n'existe pas.

Bien qu'il manque de notoriété, José Manuel Barroso, nouveau président de la Commission de Bruxelles, mérite aussi un bon point. C'est un homme capable affirme dans le même quotidien José Cutileiro. Mais au fait qui est Cutileiro ? Bien que manquant de notoriété, c'est un danger public. Cet atlantiste forcené est l'auteur de l'Accord de Lisbonne, de sinistre mémoire, qui prévoyait pour plaire à Washington de diviser la minuscule Bosnie-Herzégovine en trois États distincts mono-ethniques. Le voici donc de retour avec comme seuls arguments que M. Barroso est un homme d'expérience et qu'il est, lui aussi, atlantiste. De son désastreux bilan de Premier ministre au Portugal mieux vaut ne pas parler !

Les États-Unis pensent aussi qu'ils sont un état de droit, alors qu'ils ont institutionnalisé la corruption en l'appelant lobbying et qu'ils refusent de reconnaître le Tribunal pénal international.

L'ancien président de la Reserve Bank, Paul A. Volker, entend clore la polémique entretenue par le *Wall Street Journal* sur les détournements de fonds du programme pétrole contre nourriture. En sa qualité de président de la Commission d'enquête de l'ONU, il entend rassurer les lecteurs du quotidien d'affaires sur le fait qu'il dispose de tous les moyens d'investigation nécessaires et qu'il rendra public son rapport final. Soyons donc rassuré, un homme qui a autorisé des multinationales comme Enron à truquer leurs comptes fera un bon témoin de moralité.

Quant à Tom Parker, conseiller de la Coalition pour la constitution du tribunal chargé de juger Saddam Hussein, il se félicite dans l'*International Herald Tribune* du dispositif mis en place. Le dictateur sera jugé par des Irakiens, et non par la Coalition, et son procès retransmis à la télévision devrait servir de thérapie au pays. Preuve qu'il a raison : c'est lui qui a rédigé le Code de procédure et composé le tribunal, lequel est présidé par le neveu d'Ahmed Chalabi. Les Irakiens ne s'y trompent pas comme le montrent leurs réactions à la diffusion des premières images de l'interrogatoire de Saddam Hussein. Dès que le président élu d'Irak a commencé à aborder les questions de fond, la censure US a coupé le son.

Réseau Voltaire

Curt Weldon



Ardent défenseur du programme de défense anti-missiles états-unien et du rapprochement des

« Ami ou ennemi ? »

Source : Washington Times

Référence : « Friend or foe ? », par Curt Weldon, *Washington Times*, 7 juillet 2004.

Le veto contre le déploiement des forces de l'OTAN pour protéger les élections en Afghanistan est sa dernière tentative désespérée de la France pour restaurer son rang au niveau mondial. Pourtant, sa rhétorique anti-américaine ne fait que rabaisser davantage la place de cette nation autrefois grande. Il est incompréhensible que M. Chirac puisse traiter de la libération de l'Afghanistan

États-Unis et de la Russie, Curt Weldon est représentant républicain de Pennsylvanie. Il est membre du Conseil d'orientation du Center for Security Policy de Franck J. Gaffney Jr.

avec une telle désinvolture alors que nous allons bientôt permettre à 1,7 millions d'électeurs afghans, dont 500 000 femmes, de choisir leur chef d'État pour la première fois après des décennies d'occupation soviétique, de domination des seigneurs de guerre, puis de dictature talibane. Aujourd'hui, dans le pays, les écoles et les cliniques réouvrent et la constitution garantie l'égalité entre hommes et femmes

L'égoïsme de la France et son hypocrisie sont incroyables. La France n'avait pas hésité à demander l'aide des États-Unis quand Milosevic menaçait l'Europe. Elle n'a pas hésité à faire des affaires avec Saddam Hussein jusqu'à la libération de l'Irak et maintenant que le transfert de souveraineté est effectué, le ministre des Finances français a proposé de reprendre les échanges commerciaux. Elle n'est motivée que par ses intérêts financiers. Il faut qu'elle cesse d'obtenir des gains économiques grâce au sang des soldats américains. L'Amérique ne peut plus continuer ses efforts pour améliorer ses relations avec la France si cette dernière n'offre pas de contrepartie.

Le 6 juin, Jacques Chirac a reconnu la dette de la France vis-à-vis des États-Unis et l'a présentée comme l'allié « éternel » des États-Unis. Le 29 juin, il s'opposait à la libération de l'Afghanistan et de l'Irak. Pour lui, l'éternité dure 23 jours.

Laura Silber



Laura Silber est conseillère politique à l'Open Society Institute de George Soros. Elle est coauteur de *Death of Yugoslavia*, un documentaire de cinq heures pour la BBC.

« Les électeurs serbes apportent quelques bonnes nouvelles »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Serbian voters bring some good tidings », par Laura Silber, *International Herald Tribune*, 7 juillet 2004.

Les bonnes nouvelles en provenance de Serbie sont rares, mais le 27 juin, les électeurs serbes ont signalé au monde qu'ils en avaient assez de la spirale de l'échec et qu'ils voulaient être une part de l'Europe. Boris Tadic, un politicien libéral a battu le candidat ultra-nationaliste. Il est déterminé à rejoindre l'Europe et a commencé à préparer les Serbes pour les sacrifices que cela impliquait. Les États-Unis, l'Union européenne et les pays voisins de la Serbie doivent vite saisir cette opportunité et tout faire pour accélérer l'entrée de la Serbie dans l'Union européenne. Les États-Unis sont pressés de quitter les Balkans. C'est pourquoi, avec l'Union européenne, ils doivent aider la Serbie à résoudre ses problèmes : le statut du Kosovo et l'union défectueuse avec le Monténégro. L'Union européenne doit s'assurer que la Serbie prospère. De son côté, la Serbie doit rompre avec la folie nationaliste de ces 15 dernières années. Il faut pour cela que Tadic renverse la politique de Kostunica, un homme qui a sapé les réformes de l'économie et de l'éducation, qui se fait passer pour un démocrate tout en flattant l'ultra-nationalisme à l'intérieur du pays et qui veut faire passer Zoran Djindjic pour un criminel pour mieux briser ses réformes. Il faut que Tadic travaille avec la cour de La Haye et fasse livrer les criminels de guerre serbes, notamment le général Mladic. Il va également devoir s'attaquer à la question du Kosovo.

José Cutileiro



José Cutileiro est l'ancien secrétaire général de l'Union de l'Europe occidentale. Il rédigea, en 1992, l'accord de Lisbonne (jamais appliqué) prévoyant la division de la Bosnie-Herzégovine en trois États mono-ethniques distincts.

« Barroso est le bon choix pour l'Union européenne »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Barroso is right for the EU », par José Cutileiro, *International Herald Tribune*, 7 juillet 2004.

On a dit que **José Manuel Durao Barroso** était un politicien obscur quasi inconnu et que le Conseil européen ne l'a choisi que parce qu'il n'était pas possible de trouver un meilleur consensus. On affirme aussi qu'il est inexpérimenté.

Je connais Barroso depuis des années et je pense qu'il faut faire quelques commentaires sur ces critiques. Concernant son manque de notoriété, on pourrait objecter que peu de personnes connaissent, avant leur nomination à leurs postes de président de la **Commission européenne**, des hommes comme Gaston Thorn, Jacques Santer ou **Jacques Delors**. Pourtant, plus tard, Delors est devenu l'emblème de l'intégration européenne. Il est universellement considéré comme le meilleur dirigeant que la commission européenne ait eu. À propos du processus de sélection, on remarquera que Jacques Delors non plus n'était le premier choix de personne puisqu'il n'a obtenu le poste que parce que Thatcher avait mis son veto sur la candidature de Claude Cheysson. Concernant l'expérience de Barroso, il faut noter qu'il a été membre du Conseil européen pendant deux ans en tant que Premier ministre du Portugal et qu'auparavant il a été ministre des Affaires étrangères.

Le seul élément inhabituel est qu'il ne vient pas d'un des six États fondateurs ou d'un pays puissant, mais l'Europe vit des changements importants et désormais rien ne sera plus pareil. Barroso est un Européen et un atlantiste convaincu. Il peut entraîner la Commission européenne dans la bonne direction.

Paul A. Volcker



Paul A. Volcker est ancien président de la réserve fédérale états-unienne (1979-1987) et ancien président de la Commission Trilatérale. Il préside la Commission d'enquête indépendante de l'ONU sur le programme pétrole contre nourriture.

« Une feuille de route pour notre enquête »

Source : Wall Street Journal

Référence : « A Road Map for Our Inquiry », par Paul A. Volcker, *Wall Street Journal*, 7 juillet 2004.

Le programme pétrole contre nourriture, qui a généré des milliards de dollars entre 1996 et 2003, a été conçu pour aider les populations irakiennes en permettant à l'Irak d'acquérir de la nourriture et des médicaments. Aujourd'hui, on accuse ce programme d'avoir servi à détourner 4 à 5 milliards de dollars. Les critiques parlent d'échec des agences de l'ONU, citent des exemples de vente de pétrole à bas coût et l'existence d'un système de commission et de pots-de-vin au profit de Saddam et de ses amis. On parle également de la corruption d'au moins un responsable de l'ONU.

Kofi Annan m'a demandé de diriger l'enquête indépendante qui doit faire la lumière sur cette affaire. Nous bénéficions d'une liberté d'investigation totale et du soutien du Conseil de sécurité. Certains ont exprimé leur doute sur l'impartialité d'une commission d'enquête dans l'ONU pour juger de l'ONU et ont appelé à la constitution de commission d'enquête parallèle. Les autorités irakiennes vont vouloir retrouver les fonds volés, les procureurs aux États-Unis et dans d'autres pays je l'espère vont enquêter sur les affaires de corruption. Nous espérons travailler avec eux, mais seule l'enquête de l'ONU bénéficie du mandat international et des ressources humaines et financières nécessaires. Nous comprenons les inquiétudes de la presse et nous fournissons un dossier complet à la fin de notre enquête même si, jusqu'à la rédaction de nos conclusions, nous ne révélerons rien, nous devons donner cette assurance aux témoins. Contrairement à ce que certains ont cru, nous disposons des fonds nécessaires pour mener notre enquête et je suis assisté par deux personnes compétentes : **Richard Goldstone** et **Mark Pieth** pour diriger une équipe expérimentée. Nous espérons rendre notre rapport dans six à huit mois.

Tom Parker



Tom Parker a dirigé l'unité d'enquête sur les crimes contre l'humanité en Irak pour l'Autorité provisoire de la Coalition.

« Jugement à Bagdad »

Source : International Herald Tribune

, New York Times

Référence : « Judgment at Baghdad », par Tom Parker, *New York Times*, 8 juillet 2004.

« Saddam's trial creates a new legal model », *International Herald Tribune*, 8 juillet 2004.

J'ai passé six mois à Bagdad en 2003, travaillant avec les Irakiens pour mettre en place une stratégie pour traduire Saddam Hussein et ses acolytes devant la justice. La comparution de M. Hussein devant des juges irakiens est le fruit d'une remarquable collaboration entre la Coalition menée par les Américaines et les juristes irakiens. Cela marque également une avancée importante pour la justice internationale puisque, pour la première fois, un ancien dirigeant d'un pays sera jugé dans le cadre de la loi criminelle internationale dans une cour constituée localement.

Contrairement aux cours de La Haye ou de Sierra Leone, le tribunal servira également à renforcer les institutions judiciaires du pays. Nous avons travaillé six mois pour le constituer et ces travaux nous ont clairement démontré que les Irakiens souhaitent que Saddam Hussein soit jugé par des Irakiens. Les conseillers de la Coalition ont travaillé étroitement avec les Irakiens pour que le statut du tribunal soit en harmonie avec les derniers développements de la loi criminelle internationale. Nous avons mis en place une méthode pour juger une liste quasi infinie de crimes et limiter le nombre de personnes jugées par cette cour pour éviter que le tribunal ne se disperse (le tribunal sur l'ex-Yougoslavie pourrait mettre 18 ans pour traiter 100 cas). Nous avons demandé que seules 20 à 25 personnes soient jugées par ce tribunal (comme à Nuremberg). Il est vital que les cas traités couvrent l'intégralité du spectre des atrocités commises par ce régime afin que le procès soit aussi un facteur d'unification de ce pays fragmenté.

Il est important qu'il aboutisse à des peines irakiennes, pas question que les accusés soient dans une prison néerlandaise ou qu'on assiste au paradoxe rwandais (les plus hauts responsables du génocide sont jugés en Tanzanie et risquent la prison à vie alors que les sous-fifres sont jugés au Rwanda et risquent la peine de mort). Ce procès permettra d'accroître le respect pour les institutions judiciaires, clé de la stabilisation du pays et sa diffusion télévisée sera un cours de civisme partout dans le pays.